

**Convention collective départementale**  
**IDCC : 1572. – MÉTALLURGIE (Charente)**  
**(12 décembre 1989)**  
*(Bulletin officiel n° 1990-6 bis)*  
(Étendue par arrêté du 29 octobre 1990,  
*Journal officiel* du 1<sup>er</sup> novembre 1990)

**ACCORD DU 20 JUILLET 2018**  
**RELATIF AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS ET À LA VALEUR DU POINT**  
**POUR L'ANNÉE 2018**  
NOR : ASET1851088M  
IDCC : 1572

Entre :

UIMM Charente,

D'une part, et

CFDT métallurgie ;

FO métaux ;

CFE-CGC métallurgie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Taux effectifs garantis :

Les taux effectifs garantis annuels tels que définis par le précédent accord signé le 3 juillet 2017 (étendu par arrêté du 6 décembre 2017, publié au JO le 13 décembre 2017), sont fixés pour l'année 2018 comme suit et seront adaptés à l'horaire collectif en vigueur dans l'entreprise ou à celui du salarié concerné.

*(En euros.)*

COEFFICIENT	TEG ANNUEL 2018 (151,67 heures)
140	17 984
145	18 006
155	18 022
170	18 137
180	18 190
190	18 247
215	18 527

COEFFICIENT	TEG ANNUEL 2018 (151,67 heures)
225	19 321
240	20 159
255	21 281
270	22 065
285	23 263
305	25 079
335	26 528
365	29 221
395	30 797

Valeur du point : 5,35 €.

#### Salaires minima conventionnels

Ces salaires minima conventionnels déterminés à partir d'une valeur de point multipliée par le coefficient du salarié servent de base de calcul aux primes d'ancienneté prévues par l'article 19 de la convention collective de la Charente.

À compter de la date d'extension du présent accord, la valeur du point est fixée à 5,35 € (pour 151,67 heures) cette valeur étant portée en application de l'avenant du 14 octobre 1983 (cf. page 74 de la convention collective départementale) à :

- 5,62 € pour le personnel ouvrier ;
- 5,72 € pour la maîtrise d'atelier.

Le présent accord constitue un avenant à la convention collective de la métallurgie de la Charente signée le 12 décembre 1989 dont l'extension a été rendue effective par un arrêté en date du 29 Octobre 1990, paru au *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> novembre 1990.

Le présent accord, établi conformément à l'article L. 2221-2 du code du travail est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations syndicales signataires et dépôt dans les conditions prévues par le code du travail.

Fait à Angoulême, le 20 juillet 2018.

(Suivent les signatures.)